

La lettre des Amis de Montluçon

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

Conférence du 13 février 2026



contact@amis-de-montlucon.com

<https://amis-de-montlucon.com>



LES INDUSTRIES MONTLUÇONNAISES ET LEURS PERSONNELS DANS LA TOURMENTE DE LA GUERRE (1939-1945)

Pour cette seconde conférence de l'année 2026, les Amis de Montluçon accueillaient Jean-Paul PERRIN, ancien professeur d'histoire, qui est déjà intervenu à plusieurs reprises sur des sujets liés à l'histoire économique, sociale et politique de Montluçon et de sa région, au XX^e siècle.

Pendant près de deux heures, il a retracé cette période sombre de l'histoire industrielle de Montluçon. Notre ville était en plein essor. Son industrie a été blessée par la guerre, et même si elle a bien participé ensuite à la reconstruction de la France, elle n'en est pas sortie indemne.



En septembre 1939, lorsque la deuxième guerre mondiale éclate, Montluçon, qui compte 42 000 habitants, est le premier centre industriel de l'Allier, concentrant 41 % de l'activité industrielle et commerciale. Entre celles nées au XIX^e siècle grâce à l'ouverture du canal de Berry, et celles qui se sont installées dans les décennies 1920-1930, trois grandes activités dominent : la sidérurgie, la chimie et la mécanique. S'y ajoutent un tissu de petites ou moyennes entreprises qui représentent plusieurs centaines d'emplois. Pendant la première guerre mondiale, l'industrie montluçonnaise, située loin des zones de combats, a joué un rôle très important dans la fourniture d'armements (obus, canons, équipements pour la marine nationale...).



1 - Le vieux cœur industriel : Saint-Jacques, Saint-Gobain (rive gauche) et la SMMP (rive droite)

les Cires françaises), l'industrie chimique est surtout représentée par l'usine Dunlop. Ouverte au début des années 1920 à l'emplacement de l'ancien atelier de chargement d'obus, elle est devenue la première entreprise du bassin montluçonnais : en 1939, elle emploie 4 000 salariés pour une production mensuelle qui dépasse les 340 000 unités. Toutes les catégories de pneus y sont fabriquées (vélo, moto, auto, poids-lourd et avion) et contribuent à l'équipement des armées. Dernière venue, la Sagem installée depuis 1933-34 à la Côte-Rouge a connu un essor continu. Elle a ajouté à ses productions civiles (machines), celles d'équipements à destination notamment de la marine nationale. Enfin, la guerre va amener l'installation de l'usine Landis et Gyr à Montluçon dès octobre 1939. Celle-ci fait partie des entreprises frontalières, situées en « zone des armées ». Contrainte à l'évacuation, elle s'installe « provisoirement » dans l'ancienne usine Hurtu.



2 - L'usine Sagem au début des années 1940

En 1939, si l'on ne fabrique plus directement d'armes à Montluçon, plusieurs entreprises contribuent par leurs productions à l'équipement des armées et à la défense nationale. L'usine Saint-Jacques (3 000 salariés) produit des aciers spéciaux à destination des cuirassés lancés par la marine nationale, et elle a participé à l'équipement de la ligne Maginot en fournissant des casemates blindées équipant des forts. Sur l'autre rive du Cher, la SMMP (*les Hauts fourneaux*) en déclin produit de la fonte, et dans le quartier des Îles les Fers Creux occupent 300 salariés. À côté des ancêtres (Saint-Gobain, Les Produits chimiques,

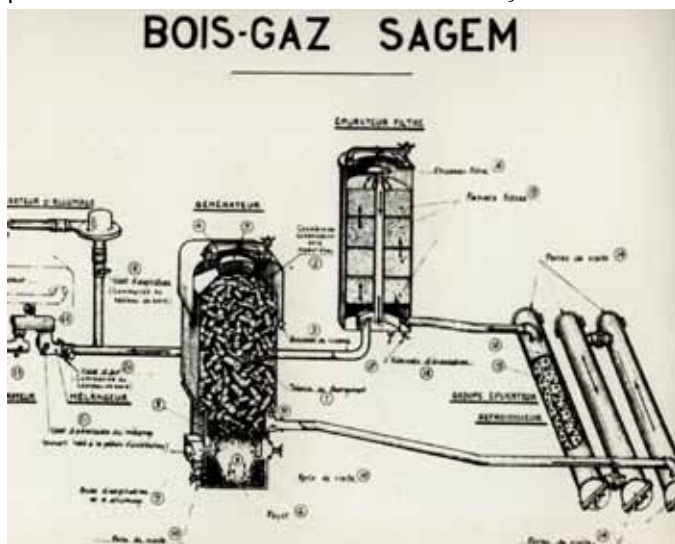
Dans toutes ces usines, il existe une forte tradition syndicale revendicative dont le point d'orgue a été les grèves de mai 1936, avec comme ailleurs l'occupation des usines (jusqu'à plus 50 jours à la Sagem).

II - LA GUERRE, LA DÉFAITE ET LEURS CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

Comme en 1914, la déclaration de guerre (3 septembre 1939) conduit à la Mobilisation générale qui touche directement les personnels des usines. En 1914, dans l'optique d'une guerre qui devait être courte, les entreprises

avaient vu partir en août entre 40 et 80 % de leurs effectifs. 25 ans plus tard, on s'en tiendra à 20 à 30 %, en maintenant sur place de nombreux affectés spéciaux. Dans chaque usine, tout en comblant les vides, il faut réorganiser les équipes et accueillir des personnels provenant des sièges et usines parisiens. Dunlop parviendra à maintenir des productions à un niveau quasi-normal jusqu'en juin 1940. Quant à la Sagem, si elle a perdu 20 % de ses effectifs, elle doit héberger le personnel de la Sat et une partie de celui de l'usine d'Argenteuil.

Après la défaite de mai-juin 1940 et la signature de l'armistice le 22 juin 1940, Montluçon et ses usines se retrouvent en zone libre. Dans le cadre de la convention d'armistice, elles sont désormais tenues de fournir une part importante de leurs productions à l'Allemagne, tandis que des difficultés nouvelles apparaissent. À la Sagem, avec l'arrêt provisoire des commandes militaires, on va devoir mettre davantage l'accent sur les productions civiles pour conserver le personnel (machines à bois et à chaussures, appareils de métrologie, compresseurs...) tout en innovant avec la fabrication de gazogènes. En même temps des programmes de recherches sont lancés d'où sortiront, par exemple, les futurs téléimprimeurs après guerre. À l'usine Dunlop, la situation est plus complexe : à la rupture des liens financiers et technologiques avec la maison mère anglaise viennent s'ajouter des pénuries et des difficultés d'approvisionnement, en énergie comme en matières premières (caoutchouc venu d'Asie, coton, rayonne, lubrifiant). De quoi rendre l'entreprise de plus en plus dépendante de l'Allemagne pour la fourniture de caoutchouc synthétique (le buna). La production s'en ressent avec une baisse de plus de 50 % entre 1939 et 1942. Jusqu'en 1941-1942, la société parviendra à détourner plus de 50 % de sa production à destination de la clientèle française.



3 - La fabrication de gazogènes à la Sagem

Avec le pillage économique imposé par l'Allemagne, on voit se mettre en place une « économie de la débrouille » : le pneu vélo alloué chaque mois aux ouvriers Dunlop constitue une monnaie d'échange, ce qui n'empêche pas les vols de pneus d'être récurrents. Pour améliorer l'alimentation de leurs personnels, la Sagem, Dunlop et Saint-Jacques mettent à leur disposition des jardins ouvriers. L'Église s'intéresse aussi à ce monde ouvrier, avec l'arrivée de religieuses dans les cités Dunlop où elles installent un dispensaire et servent d'aides familiales et d'infirmières. Avec les Franciscains, arrivés en avril 1941, elles joueront

un rôle important lors du bombardement de l'usine en septembre 1943.

Le nouveau régime politique, dirigé depuis Vichy par le maréchal Pétain, compte établir un nouvel ordre social. Dès l'automne 1940, marqué par une répression antisyndicale forte, les syndicats sont interdits et le droit de grève est aboli. Au printemps 1941, le 1^{er} mai est décrété « Fête du travail et de la concorde sociale ». La charte du travail instaure un système corporatiste par branches d'activités basé sur « la concorde entre patrons et ouvriers », qui se traduit par la mise en place de Comités sociaux d'entreprises. Le tout premier est créé à l'usine des Fers Creux. C'est pour promouvoir ce nouvel ordre que le maréchal Pétain vient à Montluçon et à Commentry, le 1^{er} mai 1941. Comme en attestent les rapports officiels, seule une minorité de salariés semblent y adhérer, la majorité oscillant entre indifférence et hostilité.

Alors que les besoins de l'Allemagne nazie en main d'œuvre s'accroissent, notamment après l'invasion de l'URSS en juin 1941, les ouvriers des usines montluçonnaises deviennent un enjeu. Un office de placement allemand ouvre à Montluçon et, jusqu'à l'automne 1942, on mise sur le volontariat. Malgré une propagande massive, la formule ne séduit pas, pas plus que la *Relève* mise en place par Pierre Laval, chef du gouvernement, en avril 1942 (un prisonnier libéré en échange de 3 travailleurs volontaires). L'hostilité des ouvriers se manifeste à plusieurs reprises lors de la venue de propagandistes à Saint-Jacques, à Dunlop et à la Sagem.



4 - La propagande en faveur de la Relève et du travail volontaire en Allemagne

En septembre 1942, la loi instaure la réquisition de toute personne de 18 à 50 ans, en fonction des exigences allemandes. Il revient à chaque entreprise d'établir des listes. Dès le 29 décembre, 101 ouvrier et techniciens requis partent de la gare pour l'Allemagne. Le départ du convoi suivant, avec 143 personnes, est prévu pour le 6 janvier 1943. Cette fois-ci, il va donner lieu à une véritable mobilisation de la population, préparée en amont par la distribution de tracts et des inscriptions incitant au refus du départ pour l'Allemagne. Les 3 000 manifestants se ruant sur les quais et la fuite de nombreux requis se solderont par le départ de seulement 37 personnes. Après une phase de répression (couvre-feu, arrestations), les convois suivants feront l'objet d'une importante mobilisation des forces de l'ordre. À partir de février 1943, le S.T.O. (service du travail obligatoire) est officiellement instauré. Il concerne des classes d'âges entières (1920, 1921, 1922). Le convoi le plus important est celui du 5 mai 1943, avec 265 travailleurs.



5 - « Jeunes, ne partez pas » ...

Inscription peinte au bas du mur du Lycée de garçons

III - LES INDUSTRIES MONTLUÇONNAISES SOUS L'OCCUPATION (NOVEMBRE 1942 - AOÛT 1944)

Après l'invasion de la zone libre, le 11 novembre 1942, la pression allemande sur les industries s'accroît. À la Sagem, comme à Saint-Jacques et à Dunlop, la direction doit composer avec la présence d'un représentant allemand. Il s'agit le plus souvent d'officiers, ingénieurs dans le civil, qui appliquent les consignes mais ne semblent pas avoir été des nazis fanatiques. Il devient donc plus difficile pour les usines de tricher sur les productions dont l'Allemagne exige une part croissante. Les difficultés s'accroissent entre les pénuries de matières premières, les problèmes de transports et la désorganisation des équipes provoquée par le départ des travailleurs requis. Au-delà de l'industrie, le bâtiment souffre aussi du manque de matériaux.

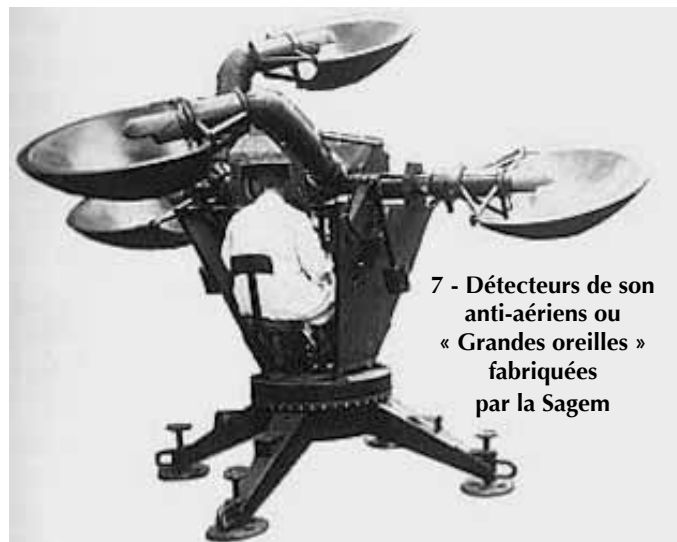
Pour pallier l'hostilité suscitée par le STO, les accords Speer-Bichelonne (septembre 1943) dressent une liste d'entreprises qui seront désormais prioritaires pour l'approvisionnement en matières premières et énergie, et auxquelles on promet la protection de la main d'œuvre contre les réquisitions et le travail obligatoire. En contrepartie, l'essentiel de leurs productions devra être réservée à l'Allemagne. Dunlop, Saint-Jacques et la Sagem y figurent, aux côtés des Cires françaises, de Saint-Gobain, de Landis et de quelques autres. Dans la plupart des cas, les objectifs de production et de livraisons ne seront pas atteints. À la Sagem, où l'on fabrique des postes d'écoutes anti-aériens qui partent tous pour l'Allemagne, la pression sur les personnels s'accroît. Le château d'Argentières est réquisitionné en novembre 1943, et l'entreprise doit installer son siège dans un hôtel à Nérès-les-Bains.

Face à une pression allemande de plus en plus forte, l'état d'esprit des patrons des grandes entreprises montre quelques nuances. Si tous ont accueilli le nouvel ordre social et politique comme une revanche sur les grèves et les occupations d'usines de mai-juin 1936, leur attitude n'est pas homogène. Pour André Alajouanine (Sagem), c'est l'intérêt de l'entreprise qui doit primer tout en essayant de garder une certaine distance avec l'occupant. Jean Pétavy (Dunlop) est un fervent maréchaliste, partisan convaincu de la Révolution Nationale et de la charte du travail. Le seul à être un ardent partisan de la collaboration est Alexandre Meiller, patron des fers Creux, qui propose de mettre son usine et ses personnels au service de l'Allemagne nazie. Pétavy et Meiller ont été décorés de la Francisque et le premier a été nommé au Conseil national créé par le maréchal Pétain.



6 - Jean Pétavy aux côtés du maréchal Pétain (1^{er} mai 1941)

Du côté des salariés, les difficultés croissantes du quotidien jointes à la menace des réquisitions et du travail obligatoire contribuent à un essor de la Résistance, en dépit d'une répression policière de plus en plus forte. Les premières défaites de l'Axe, en Afrique du nord et sur le front Est, laissent aussi entrevoir une possible défaite de l'Allemagne nazie. Dunlop, Saint-Jacques et la Sagem voient se développer les actes de résistance : aux distributions de tracts et de journaux syndicaux clandestins s'ajoutent des fabrications volontairement défectueuses, voire des actes de sabotages ou d'attentats sur le matériel en partance pour l'Allemagne. C'est le cas à la Sagem, en février 1944, avec la destruction de détecteurs de son anti-aériens qui se soldera par une vingtaine d'arrestations, dont une partie aboutira à la déportation. D'autres sabotages, tels que ceux des installations techniques comme les transformateurs électriques, entravent provisoirement la production dans certains ateliers.



7 - Détecteurs de son anti-aériens ou « Grandes oreilles » fabriqués par la Sagem

IV - LE BOMBARDEMENT DE L'USINE DUNLOP (15/16 SEPTEMBRE 1943)

Si les actions de la Résistance contribuent à perturber sérieusement les approvisionnements de l'Allemagne, elles ne permettent pas de les stopper. C'est ce qui a poussé dès février 1942 les autorités britanniques à lancer de grandes opérations de bombardement aériens pour détruire les usines des pays occupés travaillant pour l'Allemagne. Parmi les industries visées figurent l'automobile et l'aéronautique, ainsi que les usines de pneumatiques, dont Dunlop à Montluçon. Sa destruction aboutirait à une baisse de 14 % de la production totale de pneus automobiles fournis à l'Allemagne et à une chute considérable de la production de pneus pour avions.

Le bombardement, programmé pour la nuit du 15 au 16 septembre 1943, doit se dérouler à faible altitude pour une efficacité maximum. Il mobilise des moyens très importants (370 avions et 2 800 hommes). Entre 23 h 25 et 23 h 52, en trois vagues successives, plus de 300 bombardiers déversent 1 000 tonnes de bombes sur un espace restreint, avec des cités ouvrières tout proches. L'opération est un succès : l'usine est détruite à 80 % et sa production est interrompue pour longtemps. Plusieurs bombes sont également tombées sur la Sagem, détruisant la partie des bâtiments qui abritaient la Sat. Sur le plan humain, le bombardement a fait 57 morts dont 6 dans l'enceinte de l'usine, et 150 blessés. 230 logements ont été détruits et on compte 850 sans-abri. Dès le lendemain, le maréchal Pétain se rend à Montluçon : après l'hôpital

et la chapelle ardente qui a été dressée dans les locaux de la Chambre de commerce, Dunlop constitue l'étape principale de sa visite, suivie d'un bref passage à la Sagem. Dans les jours qui suivront, l'événement donnera lieu à une intense exploitation par la propagande, autant dans la presse locale que nationale, dans le but de stigmatiser des bombardements « criminels » perpétrés par les Alliés.



8 - L'usine Dunlop au lendemain du bombardement



9 - La Sagem, victime « collatérale » du bombardement de l'usine Dunlop.

Le directeur de l'usine des Fers Creux à Montluçon est condamné aux travaux forcés à perpétuité

Alexandre Meiller, 48 ans, industriel à Montluçon, qui avait fait la guerre de 1914-18 comme engagé volontaire, fut réformé en 1918 pour tuberculose pulmonaire et troubles intestinaux.

Après avoir dirigé à Firminy diverses entreprises industrielles, il acquit en 1934, de la Maison Soutache et Félix, l'usine sise à Montluçon, qui devint l'usine des Fers Creux. Cet établissement employait 260 à 280 ouvriers ou employés. Deux sortes de fabrication absorbaient l'activité de l'usine : commandes pour la S.N.C.F., commandes pour la production de guerre française.

9 - Alexandre Meiller (Fers Creux) condamné aux travaux forcés à perpétuité (Valmy – 28 mars 1945)

IV - LA LIBÉRATION ET SES CONSÉQUENCES

Une fois Montluçon libéré, au terme d'une semaine de combats, le Comité départemental de libération prend aussitôt un ensemble de décisions dont plusieurs concernent les industries. Leurs dirigeants sont écartés, voire incarcérés, certains comme Jean Pétavy se retrouvant au Centre de séjour surveillé de Tronçais. L'épuration frappe toutes les catégories de personnels et à l'usine Dunlop un comité d'épuration se met en place dans le but de recueillir les informations sur ceux dont le comportement peut être jugé suspect. À l'usine Saint-Jacques, 16 ingénieurs ou chefs de services sur 30 sont révoqués. Alexandre Meiller, qui s'est le plus compromis dans la collaboration, sera condamné en mars 1945 aux travaux forcés à perpétuité... avant de bénéficier d'une libération dès 1947.

Dans le même temps le C.D.L. entend « appeler les travailleurs à participer à la gestion et à la responsabilité des entreprises ». Pour ce faire, dès le 27 août 1944, il installe des Comités de gestion, d'abord dans les entreprises de plus de 100 salariés puis dans celles de 25 salariés. Aux deux représentants des cadres et des ouvriers s'ajoute le gérant désigné par le C.D.L. Assurant la direction effective, ce dernier devra rendre compte de la marche de l'entreprise et de la production. Cette expérience originale sera brève et elle prendra fin avec l'affirmation du pouvoir du Gouvernement provisoire de la République française, dirigé par le général de Gaulle et l'installation des Commissaires de la république, régionaux et départementaux.

La guerre étant loin d'être achevée, l'objectif du C.D.L. est de remettre en marche le plus vite possible les usines du bassin montluçonnais appelées désormais à contribuer à l'effort de guerre des Alliés, tout en assumant les besoins des populations civiles. Dans la plupart d'entre elles, le redémarrage s'avère rapide, nonobstant les problèmes d'approvisionnement et de transport qui subsistent. La seule exception est l'usine Dunlop où le personnel a été maintenu pour participer aux opérations de déblaiement et de reconstruction. Le premier atelier à redémarrer est l'atelier poids-lourd où la production dépasse les 10 000 unités dès la fin de 1945. Toutefois, la production globale de 1945 ne représente alors que 15 % de celle de 1938. Dans ce contexte encore difficile, la bonne nouvelle c'est le maintien de l'usine Landis et Gyr à Montluçon et l'installation de son siège.

Avec le retour de la paix, les usines montluçonnaises vont participer entre 1945 et le début des années 1950 à l'effort de reconstruction du pays et de ses infrastructures, prélude aux « Trente Glorieuses ». Toutes ces usines ne s'en sortiront pas indemnes, à l'image des industries de la première génération, nées au XIX^e siècle.

Jean-Paul PERRIN

La prochaine conférence

Samedi 14 mars 2026, 15 h.
Salle Salicis, rue Lavoisier
Alain GOURBET

**Au charbon ! Sur les traces de la libellule géante,
ou l'histoire du bassin houiller de Commentry**